



Cour III
C-4404/2019

Arrêt du 2 septembre 2020

Composition

Caroline Gehring (juge unique),
Raphaël Menettrier de Jollin, greffier.

Parties

A. _____, (France)
recourant,

Contre

**Office de l'assurance-invalidité pour les assurés
résidant à l'étranger (OAIE),**
autorité inférieure.

Objet

Assurance-invalidité, bénéficiaire des rentes d'enfants d'invalide (décision du 31 juillet 2019)

Vu

la décision du 31 juillet 2019 de l'Office de l'assurance-invalidité pour les assurés résidant à l'étranger (ci-après : OAIE, autorité inférieure ou autorité de première instance) allouant à B. _____ les rentes ordinaires d'invalidité pour enfants liées à la rente du père en faveur de C. _____ et D. _____ du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2018 (TAF pce 2),

le recours du 23 août 2019 déposé par A. _____ (ci-après : recourant) contre cette décision auprès du Tribunal administratif fédéral (ci-après : TAF, Tribunal ou Tribunal de céans [pce TAF 1]),

la décision incidente du 15 juin 2020 du Tribunal rejetant la demande d'assistance judiciaire de A. _____, l'invitant à verser une avance sur les frais de procédure présumés de 800.- francs dans un délai de 30 jours dès notification de ladite décision incidente et précisant qu'à défaut de paiement de l'avance de frais dans le délai précité, le recours sera déclaré irrecevable (TAF pce 12),

et considérant

que, sous réserve des exceptions – non réalisées en l'espèce – prévues à l'art. 32 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF ; RS 173.32), ce dernier, en vertu de l'art. 31 LTAF en relation avec l'art. 33 let. d LTAF et l'art. 69 al. 1 let. b de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI ; RS 831.20), connaît des recours interjetés par les personnes résidant à l'étranger contre les décisions prises par l'OAIE,

que selon l'art. 37 LTAF, la procédure devant le Tribunal administratif fédéral est régie par la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA ; RS 172.021), pour autant que la LTAF n'en dispose pas autrement,

qu'en vertu de l'art. 3 let. d^{bis} PA, la procédure en matière d'assurances sociales n'est pas régie par la PA dans la mesure où la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA ; RS 830.1) est applicable,

que les dispositions de la LPGA s'appliquent à l'assurance-invalidité (art. 1a à 26^{bis} et art. 28 à 70 LAI), à moins que la LAI ne déroge expressément à la LPGA (art. 1 al. 1 LAI),

que la procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations de l'assurance-invalidité devant le Tribunal de céans est soumise à des frais de justice, le montant de ceux-ci étant fixé en fonction de la charge liée à la procédure – indépendamment de la valeur litigieuse – et devant se situer entre 200.- et 1'000.- francs (art. 69 al. 1^{bis} et 2 LAI),

que selon l'art. 63 al. 4 PA, l'autorité de recours, son président ou le juge instructeur perçoit du recourant une avance de frais équivalant aux frais de procédure présumés et lui impartit, pour ce faire, un délai raisonnable en l'avertissant qu'à défaut de paiement en temps utile elle n'entrera pas en matière,

que par décision incidente du 15 juin 2020, la demande d'assistance judiciaire du recourant a été rejetée et ce dernier a été invité à verser, sur le compte du Tribunal, une avance sur les frais de procédure présumés de 800.- francs dans un délai de 30 jours dès notification de ladite décision incidente, étant précisé qu'à défaut de paiement de l'avance de frais dans le délai précité, le recours sera déclaré irrecevable (TAF pce 12),

que si le délai compté par jours ou par mois doit être communiqué aux parties, il commence à courir le lendemain de la communication (art. 38 al. 1 LPGA),

que les délais en jours ou en mois fixés par la loi ou par l'autorité ne courent pas du 15 juillet au 15 août inclusivement (art. 38 al. 4 let. b LPGA),

qu'en l'occurrence, la décision incidente du 15 juin 2020 a été distribuée au recourant le vendredi 19 juin 2020 (cf. suivi Track and Trace du courrier recommandé avec avis de réception [...] [TAF pce 13]),

que le délai pour verser l'avance de frais a commencé à courir le lendemain de la notification de la décision incidente, soit le samedi 20 juin 2020, et a échu le jeudi 20 août 2020 compte tenu des fêtes d'été, sans que le recourant n'y donne de suite,

qu'en particulier, ce dernier n'a pas payé l'avance de frais requise, ni demandé une prolongation de délai pour ce faire,

que, dans ces circonstances, il y a lieu de déclarer le recours du 23 août 2019 irrecevable, comme indiqué dans la décision incidente du 15 juin 2020, à l'issue d'une procédure à juge unique (art. 23 al. 1 let. b LTAF),

qu'au vu du sort du litige, il ne sera pas perçu de frais de procédure (art. 63 al. 1 PA et 6 let. b du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF ; RS 173.320.2]), ni alloué de dépens (art. 64 al. 1 PA et 7 al. 1 et 3 FITAF),

(Le dispositif figure à la page suivante)

le Tribunal administratif fédéral prononce :

1.

Le recours est irrecevable.

2.

Il n'est pas perçu de frais de procédure, ni alloué de dépens.

3.

Le présent arrêt est adressé :

- au recourant (Recommandé avec avis de réception)
- à l'autorité inférieure (n° de réf. [...] ; Recommandé)
- à l'Office fédéral des assurances sociales (Recommandé)

L'indication des voies de droit se trouve à la page suivante.

La juge unique :

Le greffier :

Caroline Gehring

Raphaël Menettrier de Jollin

Indication des voies de droit :

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal fédéral, Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne, par la voie du recours en matière de droit public, dans les trente jours qui suivent la notification (art. 82 ss, 90 ss et 100 LTF). Ce délai est réputé observé si les mémoires sont remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF). Le mémoire doit indiquer les conclusions, les motifs et les moyens de preuve, et être signé. La décision attaquée et les moyens de preuve doivent être joints au mémoire, pour autant qu'ils soient en mains de la partie recourante (art. 42 LTF).

Expédition :